

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/95/EEC/Add.9
15 décembre 2003

(03-6592)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Nouvelle notification complète au titre de l'article XVI:1 du GATT
de 1994 et de l'article 25 de l'Accord sur les subventions
et les mesures compensatoires

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Addendum

L'addendum ci-après à la notification de la Communauté européenne porte sur les programmes de subventions de l'**Italie**.

ITALIE

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
I. AIDE À LA PRODUCTION EN FAVEUR DES CHANTIERS NAVALS.....	3
II. PROGRAMME DE CRÉDIT INTÉRIEUR EN FAVEUR DES PROPRIÉTAIRES DE NAVIRES	3
III. MESURES EN FAVEUR DES INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR NAVAL (NOUVEAU)	4
IV. SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX PROPRIÉTAIRES DE NAVIRES POUR LA MISE À LA FERRAILLE (NOUVEAU)	5
V. PRÊTS À DES CONDITIONS DE FAVEUR CONSENTIS AUX ENTREPRISES POUR FAVORISER LEUR IMPLANTATION DURABLE DANS DES PAYS NON MEMBRES DE L'UE	6
VI. PRÊTS À DES CONDITIONS DE FAVEUR CONSENTIS AUX ENTREPRISES ITALIENNES POUR COUVRIR LES FRAIS QU'ELLES ONT ENGAGÉS POUR PARTICIPER À DES APPELS D'OFFRES INTERNATIONAUX LANCÉS DANS DES PAYS NON MEMBRES DE L'UE.....	7
VII. PROGRAMME D'AIDE VISANT À ENCOURAGER LES JEUNES ENTREPRENEURS EN ITALIE.....	7
VIII. FONDS SPÉCIAL POUR LA RECHERCHE APPLIQUÉE (FRA) (MIUR)	10
IX. MESURES D'INTERVENTION EXCEPTIONNELLES DANS LE SUD DE L'ITALIE (MIUR).....	11
X. PROGRAMME DE CRÉDIT EN FAVEUR DES COOPÉRATIVES ET MESURES D'URGENCE POUR LA PROTECTION DE L'EMPLOI (MAP 4)	11
XI. MESURES D'INTERVENTION EXCEPTIONNELLES DANS LE SUD DE L'ITALIE (MAP 4).....	12
XII. FONDS D'INNOVATION TECHNOLOGIQUE (FIT) (MAP 4)	13
XIII. MESURES D'INCITATION EN FAVEUR DES ENTREPRISES DES SECTEURS MANUFACTURIER ET MINIER SITUÉES DANS DES RÉGIONS DÉFAVORISÉES (MAP 4)	14
XIV. AIDE À L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE ET AU DÉVELOPPEMENT DES PME (MAP)	15
XV. SUBVENTIONS AUX ENTREPRISES POUR DES ACTIVITÉS DE SUBSTITUTION DANS LES ZONES MINIÈRES ENGAGÉES DANS UN PROCESSUS DE RESTRUCTURATION.....	15
XVI. FEMMES CHEFS D'ENTREPRISE (MAP 4)	16
XVII. CONTRIBUTION À LA RÉALISATION DU PLAN NATIONAL EN MATIÈRE DE RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES VISANT À RATIONALISER L'UTILISATION DE L'ÉNERGIE ET DES SOURCES D'ÉNERGIE RENOUVELABLES (MAP 4).....	17
XVIII. MESURES D'URGENCE POUR L'ÉCONOMIE – MESURES AUTOMATIQUES D'INCITATION (MAP 4).....	18
XIX. MESURES FISCALES EN FAVEUR DE L'INNOVATION DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES (MAP 4).....	19

À noter: 1 euro = 1 936,72 Lit (Lires italiennes)

I. AIDE À LA PRODUCTION EN FAVEUR DES CHANTIERS NAVALS**a) Titre du programme et fondement juridique**

Loi n° 132/94 (portant application de la 7^{ème} directive des CE sur les aides à la construction navale). Aide à la production en faveur des chantiers navals

b) Forme de la subvention

Don

c) Montant unitaire ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total des subventions versées en 2001 et 2002

151,84 millions d'euros (2001)

147,59 millions d'euros (2002)

d) Objectif général et/ou objet de la subvention

Les subventions visent à combler l'écart entre les prix des chantiers navals les plus compétitifs de l'UE et les prix du marché.

e) Durée de la subvention

Conformément aux règles des CE (les aides à la production sont permises jusqu'au 31 décembre 2000).

f) Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

En ce qui concerne les effets commerciaux, les chantiers navals italiens ont été à même, grâce aux règles des CE, de maintenir leur position sur le marché sur un pied d'égalité du point de vue des conditions de concurrence.

g) À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est versée aux chantiers navals.

La subvention est accordée aux chantiers navals à hauteur de 75 pour cent pendant la construction des navires, les 25 pour cent restants étant versés après la livraison.

II. PROGRAMME DE CRÉDIT INTÉRIEUR EN FAVEUR DES PROPRIÉTAIRES DE NAVIRES**a) Titre du programme et fondement juridique**

Loi n° 132/94 (portant application de la 7^{ème} directive des CE sur les aides à la construction navale). Programme de crédit intérieur en faveur des propriétaires de navires

b) Forme de la subvention

La subvention équivaut à des prêts consentis aux conditions fixées par l'OCDE (conformément à l'Arrangement sur les crédits à l'exportation de navires - Résolution du Conseil de l'OCDE du 3 août 1981).

- c) **Montant unitaire ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total des subventions versées en 2001 et 2002**

1,03 million d'euros (2001)

0,00 million d'euros (2002)

- d) **Objectif général et/ou objet de la subvention**

Les subventions visent à combler l'écart entre les conditions de financement italiennes et les conditions de financement générales de l'OCDE. Elles sont versées en 17 tranches semestrielles.

- e) **Durée de la subvention**

Conformément aux conditions fixées par l'OCDE (huit ans et demi)

- f) **Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

En ce qui concerne les effets commerciaux, les propriétaires de navires italiens ont été à même d'intervenir sur le marché dans des conditions d'égalité pour ce qui est des conditions de financement.

- g) **À qui et comment la subvention est accordée**

La subvention est versée aux propriétaires de navires.

Les subventions sont versées en 17 tranches semestrielles conformément à l'Arrangement sur les crédits à l'exportation de navires et à la Résolution du Conseil de l'OCDE.

III. MESURES EN FAVEUR DES INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR NAVAL (NOUVEAU)

- a) **Titre du programme et fondement juridique**

Loi n° 88/01 du 16 mars 2001 (portant application du Règlement (CE) n° 1540/98 du Conseil)
- Mesures en faveur des investissements dans le secteur naval.

- b) **Forme de la subvention**

Bonification d'intérêts

- c) **Montant unitaire ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total des subventions versées en 2001 et 2002**

0,00 million d'euros (2001)

446,21 millions d'euros (2002)

- d) **Objectif général et/ou objet de la subvention**

La subvention accordée aux propriétaires de navires vise à permettre aux chantiers navals italiens et européens d'intervenir sur le marché dans des conditions d'égalité. L'élément aide des subventions accordées ne peut pas dépasser 9 pour cent de la valeur contractuelle conformément au plafond fixé par le Règlement (CE) n° 1540/98 du Conseil.

e) Durée de la subvention

12 ans

f) Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

En ce qui concerne les effets commerciaux, les chantiers navals italiens sont à même d'intervenir sur le marché dans des conditions d'égalité.

g) À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est versée aux propriétaires de navires (italiens et de l'UE) qui ont investi dans des navires dans les chantiers navals italiens ou européens.

Les subventions sont versées en 24 tranches semestrielles.

IV. SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX PROPRIÉTAIRES DE NAVIRES POUR LA MISE À LA FERRAILLE (NOUVEAU)

a) Titre du programme et fondement juridique

Loi n° 51/01 du 7 mars 2001.

Subventions accordées aux propriétaires de navires pour la mise à la ferraille des pétroliers et des navires-citernes pour produits chimiques à simple coque.

b) Forme de la subvention

Dons

c) Montant unitaire ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total des subventions versées en 2001 et 2002

0,00 million d'euros (2001)

113,58 millions d'euros (2002)

d) Objectif général et/ou objet de la subvention

La subvention accordée aux propriétaires de navires vise la mise à la ferraille des navires-citernes qui ont plus de 20 ans pour des raisons de sécurité et de protection de l'environnement. Le montant des subventions accordées est de 125,00 euros par tonne mise à la ferraille (port en lourd).

e) Durée de la subvention

Les subventions destinées aux opérations de mise à la ferraille ont été accordées entre le 1^{er} janvier 2000 et le 31 décembre 2002.

f) Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Sécurité et protection de l'environnement

g) À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est versée aux propriétaires de navires (italiens et de l'UE) qui ont mis leurs navires à la ferraille.

Les subventions sont accordées et versées après la mise à la ferraille du navire.

V. PRÊTS À DES CONDITIONS DE FAVEUR CONSENTIS AUX ENTREPRISES POUR FAVORISER LEUR IMPLANTATION DURABLE DANS DES PAYS NON MEMBRES DE L'UE

a) Titre du programme et fondement juridique

Prêts à des conditions de faveur consentis aux entreprises pour favoriser leur implantation durable dans des pays non membres de l'UE. Loi n° 394/81, article 2

b) Forme de la subvention

Prêt à des conditions de faveur

c) Montant unitaire ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total des subventions versées en 2001 et 2002

7,9 millions d'euros en 2001 et 7,1 millions d'euros en 2002

d) Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme vise à faciliter l'internationalisation des entreprises italiennes (essentiellement des petites et moyennes entreprises), en les aidant à créer à l'étranger des structures commerciales stables (bureaux, entrepôts, espaces d'exposition, par exemple).

e) Durée de la subvention

Aucune date limite n'a été fixée.

f) Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Sans objet: cette mesure n'est pas spécifique; elle est néanmoins notifiée par souci de transparence.

g) À qui et comment la subvention est accordée

Les entreprises bénéficiaires ont des activités dans les secteurs suivants: industrie, commerce et services.

Le financement accordé est plafonné à 85 pour cent du total des dépenses envisagées.

VI. PRÊTS À DES CONDITIONS DE FAVEUR CONSENTIS AUX ENTREPRISES ITALIENNES POUR COUVRIR LES FRAIS QU'ELLES ONT ENGAGÉS POUR PARTICIPER À DES APPELS D'OFFRES INTERNATIONAUX LANCÉS DANS DES PAYS NON MEMBRES DE L'UE

a) Titre du programme et fondement juridique

Prêts à des conditions de faveur consentis aux entreprises italiennes pour couvrir les frais qu'elles ont engagés pour participer à des appels d'offres internationaux lancés dans des pays non membres de l'UE

Loi n° 304/90, article 3

b) Forme de la subvention

Prêt à des conditions de faveur

c) Montant unitaire ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total des subventions versées en 2001 et 2002

0,3 million d'euros en 2001 et 0,2 million d'euros en 2002

d) Objectif général et/ou objet de la subvention

Les prêts à des conditions de faveur sont accordés pour couvrir les frais engagés par les entreprises italiennes qui souhaitent participer aux sélections préalables de soumissions internationales de pays non membres de l'UE.

e) Durée de la subvention

Aucune date limite n'a été fixée.

f) Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Ce programme n'a, de par sa nature, qu'une faible incidence sur le commerce.

g) À qui et comment la subvention est accordée

Les entreprises bénéficiaires travaillent principalement dans les secteurs de la construction civile et industrielle.

Les prêts à des conditions de faveur sont accordés par Simest S.p.A sur présentation des documents attestant des frais engagés par le bénéficiaire. Les prêts sont plafonnés à 1 million d'euros, et leur montant varie en fonction de la valeur des marchés.

VII. PROGRAMME D'AIDE VISANT À ENCOURAGER LES JEUNES ENTREPRENEURS EN ITALIE

a) Titre du programme et fondement juridique

Programme d'aide visant à encourager les jeunes entrepreneurs et l'emploi non salarié en Italie. Loi n° 185/00

b) Forme de la subvention

Don
Bonification d'intérêts
Autre (contribution à la gestion)

Cette loi prévoit en outre un accompagnement des entreprises subventionnées.

c) Montant unitaire ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total des subventions versées en 2001

	<u>Loi n° 95/95</u> (en millions d'euros)	<u>Loi n° 236/93</u> (en millions d'euros)
Don	46,2	2,1
Bonification d'intérêts	45,3	2,5
Contribution à la gestion	<u>23,2</u>	<u>0,5</u>
Total	114,7	5,1

c) Montant unitaire ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total des subventions versées en 2002

	<u>Loi n° 95/95</u> (en millions d'euros)	<u>Loi n° 236/93</u> (en millions d'euros)
Don	43,6	3,5
Bonification d'intérêts	42,3	3,7
Contribution à la gestion	<u>20,4</u>	<u>2,0</u>
Total	105,3	8,2

d) Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager les jeunes habitant dans les régions défavorisées du pays, définies en fonction des objectifs 1 et 2 de l'UE et dans les régions où un système dégressif des aides provenant des fonds structurels de l'Union européenne a été instauré, à entreprendre des activités.

e) Durée de la subvention

Elle dépend des mesures d'intervention spécifiques, mais ne peut être supérieure à cinq ans.

f) Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Ce programme n'a, de par sa nature, qu'une faible incidence sur le commerce.

g) À qui et comment la subvention est accordée

- Les mesures en faveur de l'**emploi non salarié** (prestito d'onore) administrées par Sviluppo Italia visent à faciliter l'accès des chômeurs au marché du travail en les incitant à créer des petites entreprises (**activité indépendante, franchisage, micro-entreprises**) dans le secteur manufacturier et les secteurs des services et du commerce.

- Production de biens et services destinés aux entreprises. Les nouvelles entreprises ou les coopératives constituées principalement de jeunes âgés de 18 à 29 ans ou uniquement de jeunes de 18 à 35 ans peuvent bénéficier du soutien financier. Les projets de l'entreprise peuvent porter sur:
 - la production industrielle et artisanale de biens
 - la production, la transformation et la commercialisation de produits agricoles
 - la prestation de services destinés à des entreprises (les services fournis principalement à des personnes et à des administrations publiques, ainsi que dans le cadre d'initiatives, dans les secteurs du commerce, de la formation et de l'aide sont donc exclus).
- **Transfert dans l'agriculture.** Cette mesure est destinée aux jeunes agriculteurs âgés de 18 à 35 ans qui veulent succéder à un parent au deuxième degré à la tête de l'exploitation. Au moment où ils demandent à bénéficier d'un soutien financier, ils doivent résider sur les territoires où la loi s'applique, et l'exploitation familiale doit également y être située.

Les projets de l'entreprise peuvent concerner la production, la transformation et la commercialisation de produits agricoles.

- **Coopératives sociales (type B).** Le soutien financier sera accordé aux coopératives d'insertion professionnelle qui comptent parmi leurs membres un contingent d'au moins 30 pour cent de personnes défavorisées.

 Dans les nouvelles coopératives, les personnes non défavorisées doivent être majoritairement des jeunes âgés de 18 à 29 ans, ou uniquement des jeunes âgés de 18 à 35 ans. Ces initiatives sont admises à bénéficier de la subvention dans les secteurs suivants:
 - production industrielle et artisanale de biens
 - production, transformation et commercialisation de produits agricoles
 - prestation de services destinés à des entreprises (les services fournis principalement à des personnes et à des administrations publiques ainsi que dans le cadre d'initiatives, dans les secteurs du commerce, de la formation et de l'aide sont donc exclus).
- **Fourniture de services.** Les aides sont destinées aux nouvelles entreprises ou coopératives constituées majoritairement de jeunes âgés de 18 à 29 ans, ou uniquement de jeunes âgés de 18 à 35 ans. Les projets peuvent concerner la fourniture de services dans les secteurs suivants:
 - utilisation des biens du patrimoine culturel (exception faite de ceux qui sont la propriété de l'État)
 - tourisme
 - entretien d'infrastructures civiles et industrielles

- protection de l'environnement
- innovation technologique.

VIII. FONDS SPÉCIAL POUR LA RECHERCHE APPLIQUÉE (FRA) (MIUR)

a) Titre du programme et fondement juridique

Fonds spécial pour la recherche appliquée (FRA), Décisions du Ministère du 8 août 1997 - Loi n° 46/82: Interventi a sostegno della ricerca nelle aree – Loi n° 488/92.

b) Forme de la subvention

Don
Prêt à des conditions de faveur

c) Montant unitaire ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total des subventions versées en 2001-2002

	2001	2002
Don	297 789 048 euros	329 540 818 euros
Prêt à des conditions de faveur	184 581 691 euros	219 881 525 euros
Total	482 370 744 euros	549 422 343 euros

d) Objectif général et/ou objet de la subvention

Promouvoir les mesures d'incitation en faveur de programmes pluriannuels faisant intervenir des innovations technologiques.

e) Durée de la subvention

Aucune date limite n'a été fixée.

f) Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Sans objet: cette mesure n'est pas spécifique; elle est néanmoins notifiée par souci de transparence.

g) À qui et comment la subvention est accordée

- a) entreprises industrielles, consortiums, entreprises de recherche, laboratoires publics ou privés.
- b) Les activités de recherche industrielle peuvent être subventionnées à hauteur de 50 pour cent du coût du projet en subvention brute équivalente (SBE). Pour des activités préconcurrentielles, le plafond est de 25 pour cent du coût du projet en SBE.

IX. MESURES D'INTERVENTION EXCEPTIONNELLES DANS LE SUD DE L'ITALIE (MIUR)**a) Titre du programme et fondement juridique**

Article premier, section 2 de la Loi n° 488/92 (refinancement de la Loi n° 64/86) concernant les mesures d'intervention exceptionnelles dans le sud de l'Italie

b) Forme de la subvention

Don

c) Montant unitaire ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total des subventions versées en 2001-2002

2001: 68 378 893 euros

2002: 132 260 997 euros

d) Objectif général et/ou objet de la subvention

Fournir une aide aux activités d'entreprises situées dans des régions défavorisées.

e) Durée de la subvention

Aucune date limite n'a été fixée.

f) Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Sans objet: cette mesure n'est pas spécifique; elle est néanmoins notifiée par souci de transparence.

g) À qui et comment la subvention est accordée

a) Les bénéficiaires sont des entreprises des secteurs minier et manufacturier, ainsi que des sociétés de services connexes.

b) Les subventions sont accordées dans la limite des montants fixés par l'UE pour les régions défavorisées et versées tous les quatre mois.

X. PROGRAMME DE CRÉDIT EN FAVEUR DES COOPÉRATIVES ET MESURES D'URGENCE POUR LA PROTECTION DE L'EMPLOI (MAP 4)**a) Titre du programme et fondement juridique**

Loi n° 49/85 - Programme de crédit en faveur des coopératives et mesures d'urgence pour la protection de l'emploi.

b) Forme de la subvention

Prêt à des conditions de faveur

c) Montant unitaire ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total des subventions versées en 2001-2002

En 2001: 14,91 millions d'euros

En 2002: 18,09 millions d'euros

d) Objectif général et/ou objet de la subvention

Ce programme vise à accorder aux coopératives des dons et des prêts à des conditions de faveur de façon à lutter contre le chômage. Il encourage en particulier les nouvelles entreprises créées par des travailleurs qui ont été licenciés, ou qui sont classés dans la catégorie du personnel mobile ou qui ont été temporairement mis au chômage dans une usine dont les effectifs sont surabondants.

e) Durée de la subvention

Aucune date limite n'a été fixée.

f) Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Sans objet: cette mesure n'est pas spécifique; elle est néanmoins notifiée par souci de transparence.

g) À qui et comment la subvention est accordée

a) Les coopératives ayant engagé jusqu'à 0,5 milliard de liras dans des activités de restructuration ou de reconversion peuvent bénéficier du programme.

b) Les aides (d'une durée de 12 ans au maximum) sont versées en une fois ou par tranches.

Note: En vertu de la Loi n° 112/98, c'est désormais aux régions qu'il incombe d'appliquer le programme. Cette loi a été modifiée récemment par la Loi n° 57/2001.

XI. MESURES D'INTERVENTION EXCEPTIONNELLES DANS LE SUD DE L'ITALIE (MAP 4)

a) Titre du programme et fondement juridique

Article premier, section 2 de la Loi n° 488/92 (refinancement de la Loi n° 64/86) concernant les mesures d'intervention exceptionnelles dans le sud de l'Italie

b) Forme de la subvention

Don

c) Montant unitaire ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total des subventions versées en 2001-2002

En 2001: 1 506,30 millions d'euros

En 2002: 828,75 millions d'euros

d) Objectif général et/ou objet de la subvention

Fournir une aide aux activités d'entreprises situées dans des régions défavorisées.

e) Durée de la subvention

Aucune date limite n'a été fixée.

f) Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Sans objet: cette mesure n'est pas spécifique; elle est néanmoins notifiée par souci de transparence.

g) À qui et comment la subvention est accordée

a) Les bénéficiaires sont des entreprises des secteurs minier et manufacturier, ainsi que des sociétés de services connexes.

b) Les subventions sont accordées dans la limite des montants fixés par l'UE pour les régions défavorisées et versées tous les quatre mois.

XII. FONDS D'INNOVATION TECHNOLOGIQUE (FIT) (MAP 4)

a) Titre du programme et fondement juridique

Loi n° 46/82, article 14 et article 19 et suivants: Fonds d'innovation technologique (FIT)

b) Forme de la subvention

Don
Prêt à des conditions de faveur

c) Montant unitaire ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total des subventions versées en 2001-2002

En 2001: montant global: 208,26 millions d'euros
En 2002: montant global: 160,55 millions d'euros

d) Objectif général et/ou objet de la subvention

Promouvoir des programmes pluriannuels visant à introduire des innovations technologiques.

e) Durée de la subvention

Aucune date limite n'a été fixée.

f) Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Ce programme n'a, de par sa nature, qu'une faible incidence sur le commerce.

g) À qui et comment la subvention est accordée

- a) Les bénéficiaires sont des entreprises industrielles et des fournisseurs de services. Les grosses entreprises ne peuvent en bénéficier que si elles ont des activités dans les secteurs principaux indiqués dans la rubrique concernant le fondement juridique.
- b) Les taux des prêts à des conditions de faveur varient entre 25 et 60 pour cent du taux de référence, en fonction de la taille de l'entreprise et de sa situation géographique; la durée maximale du prêt est de 15 ans (dont cinq correspondent au préamortissement) et il couvre entre 35 et 55 pour cent des coûts admissibles.

XIII. MESURES D'INCITATION EN FAVEUR DES ENTREPRISES DES SECTEURS MANUFACTURIER ET MINIER SITUÉES DANS DES RÉGIONS DÉFAVORISÉES (MAP 4)

a) Titre du programme et fondement juridique

Article premier de la Loi n° 341/95 - Mesures d'incitation en faveur des entreprises des secteurs manufacturier et minier situées dans des régions défavorisées

b) Forme de la subvention

Avantage fiscal

c) Montant unitaire ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total des subventions versées en 2001-2002

En 2001:	117,82 millions d'euros
En 2002:	4,81 millions d'euros

d) Objectif général et/ou objet de la subvention

Fournir des mesures d'incitation aux entreprises industrielles exerçant leurs activités dans des régions défavorisées.

e) Durée de la subvention

Aucune date limite n'a été fixée.

f) Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Ce programme n'a, de par sa nature, qu'une faible incidence sur le commerce.

g) À qui et comment la subvention est accordée

- a) Les bénéficiaires sont les entreprises industrielles exerçant leurs activités dans les régions visées par les objectifs 1, 2 et 5b.
- b) Les entreprises peuvent bénéficier d'un avoir fiscal pendant les cinq années qui suivent.

XIV. AIDE À L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE ET AU DÉVELOPPEMENT DES PME (MAP)**a) Titre du programme et fondement juridique**

Loi n° 317/91 - Aide à l'innovation technologique et au développement des PME

b) Forme de la subvention

Don/avantage fiscal

c) Montant unitaire ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total des subventions versées en 2001-2002

En 2001: montant global: 0,00 million d'euros

En 2002: montant global: 4,10 millions d'euros

Note: Ces chiffres se rapportent au montant global versé en 2001 et 2002 par le Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat aux petites et moyennes entreprises et aux consortiums de services.

d) Objectif général et/ou objet de la subvention

Développement des PME, des consortiums de PME, des consortiums de services aux PME

e) Durée de la subvention

Aucune date limite n'a été fixée.

f) Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Ce programme devrait être considéré comme non spécifique. Il est néanmoins notifié par souci de transparence.

g) À qui et comment la subvention est accordée

a) Les bénéficiaires sont des PME des secteurs de l'industrie et des services et des consortiums de PME.

b) La subvention est versée, une fois la demande déposée, sous la forme de dons ou d'un avoir fiscal.

Note: En vertu de la Loi n° 112/98, c'est aux régions qu'il incombe d'appliquer le programme.

XV. SUBVENTIONS AUX ENTREPRISES POUR DES ACTIVITÉS DE SUBSTITUTION DANS LES ZONES MINIÈRES ENGAGÉES DANS UN PROCESSUS DE RESTRUCTURATION**a) Titre du programme et fondement juridique**

Subventions aux entreprises pour des activités de substitution dans les zones minières engagées dans un processus de restructuration

Loi n° 221/90 (refinancement de la Loi n° 41/89, qui a été abrogée)

b) Forme de la subvention

Don

c) Montant unitaire ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total des subventions versées en 2001-2002

En 2001: 8,37 millions d'euros

En 2002: 11,58 millions d'euros

d) Objectif général et/ou objet de la subvention

Faciliter la restructuration des zones minières pour aider à fermer les mines qui ne sont plus rentables.

e) Durée de la subvention

Aucune date limite n'a été fixée.

f) Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Ce programme n'a, de par sa nature, qu'une faible incidence sur le commerce.

g) À qui et comment la subvention est accordée

a) Les bénéficiaires sont les entreprises qui ont leurs activités dans les zones minières en crise.

b) La subvention est versée à concurrence de 25 pour cent (50 pour cent dans les zones du Mezzogiorno) des coûts ouvrant droit à prestation. Le versement se fait en trois tranches:

30 pour cent au début des travaux

50 pour cent à la fin de l'investissement

20 pour cent après l'inspection finale.

Note: En vertu de la Loi n° 112/98, c'est désormais aux régions qu'il incombe d'appliquer le programme.

XVI. FEMMES CHEFS D'ENTREPRISE (MAP 4)

a) Titre du programme et fondement juridique

Loi n° 215/92 - Femmes chefs d'entreprise

b) Forme de la subvention

Don

Bonification d'intérêts

c) Montant unitaire ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total des subventions versées en 2001-2002

En 2001: montant global: 25,73 millions d'euros

En 2002: montant global: 6,20 millions d'euros

d) Objectif général et/ou objet de la subvention

a) Promouvoir de nouvelles activités menées par des femmes dans différents domaines (industrie, agriculture, commerce, services et artisanat).

b) Promouvoir et encourager les femmes qualifiées qui deviennent chefs d'entreprise.

e) Durée de la subvention

Aucune date limite n'a été fixée.

f) Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Sans objet: cette mesure n'est pas spécifique; elle est néanmoins notifiée par souci de transparence.

g) À qui et comment la subvention est accordée

a) Peuvent bénéficier de cette subvention les PME appartenant à des femmes menant des activités dans différents secteurs: industrie, agriculture, commerce, artisanat et services. Dans le cas de sociétés de capitaux, les femmes doivent détenir la majorité des actions; dans le cas d'une société de personnes, 60 pour cent des associés doivent être des femmes.

b) Le Ministère de l'industrie accorde une contribution qui varie (de 15 pour cent à 65 pour cent en SBE) en fonction de la situation géographique de l'entreprise. La subvention est versée en deux tranches: la première (qui correspond à 40 pour cent de la subvention) est versée au cours de la réalisation du projet; la seconde est versée lorsque le projet est achevé.

XVII. CONTRIBUTION À LA RÉALISATION DU PLAN NATIONAL EN MATIÈRE DE RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES VISANT À RATIONALISER L'UTILISATION DE L'ÉNERGIE ET DES SOURCES D'ÉNERGIE RENOUVELABLES (MAP 4)

a) Titre du programme et fondement juridique

Loi n° 10/91 - Contribution à la réalisation du plan national en matière de ressources énergétiques visant à rationaliser l'utilisation de l'énergie et des sources d'énergie renouvelables

b) Forme de la subvention

Don

c) Montant unitaire ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total des subventions versées en 2001-2002

En 2001: 9,68 millions d'euros

En 2002: 0,00 million d'euros

d) Objectif général et/ou objet de la subvention

Utilisation rationnelle de l'énergie, recherche et développement, innovation technologique, protection de l'environnement

e) Durée de la subvention

Aucune date limite n'a été fixée.

f) Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Sans objet: cette mesure n'est pas spécifique; elle est néanmoins notifiée par souci de transparence.

g) À qui et comment la subvention est accordée

a) Les bénéficiaires sont des entreprises publiques et privées, et des consortiums apparentés, opérant dans les secteurs de l'industrie et des services.

b) Le montant de la subvention dépend du niveau de l'investissement et des dépenses liées aux économies d'énergie et à la production d'énergie à partir de sources renouvelables. Le versement est effectué en une fois ou par tranches.

Note: En vertu de la Loi n° 112/98, c'est désormais aux régions qu'il incombe d'appliquer le programme.

XVIII. MESURES D'URGENCE POUR L'ÉCONOMIE – MESURES AUTOMATIQUES D'INCITATION (MAP 4)

a) Titre du programme et fondement juridique

Loi n° 266/97, article 8.2. Mesures d'urgence pour l'économie – Mesures automatiques d'incitation

b) Forme de la subvention

Avantage fiscal

c) Montant unitaire ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total des subventions versées en 2001-2002

En 2001: 67,99 millions d'euros

En 2002: 9,05 millions d'euros

d) Objectif général et/ou objet de la subvention

Promouvoir les investissements en machines des entreprises

e) Durée de la subvention

Aucune date limite n'a été fixée.

f) Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Ce programme n'a, de par sa nature, qu'une faible incidence sur le commerce.

g) À qui et comment la subvention est accordée

a) Les bénéficiaires sont des entreprises exerçant leurs activités sur l'ensemble du territoire national.

b) La subvention est accordée sous la forme d'un avoir fiscal.

Note: En vertu de la Loi n° 112/98, c'est désormais aux régions qu'il incombe d'appliquer le programme.

XIX. MESURES FISCALES EN FAVEUR DE L'INNOVATION DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES (MAP 4)

a) Titre du programme et fondement juridique

Loi n° 140/97, article 13. Mesures fiscales en faveur de l'innovation des entreprises industrielles

b) Forme de la subvention

Avantage fiscal

c) Montant unitaire ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total des subventions versées en 2001-2002

En 2001:	90,46 millions d'euros
En 2002:	86,35 millions d'euros

d) Objectif général et/ou objet de la subvention

Promouvoir les investissements des entreprises dans la recherche et développement.

e) Durée de la subvention

Aucune date limite n'a été fixée.

f) Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Ce programme n'a, de par sa nature, qu'une faible incidence sur le commerce.

g) À qui et comment la subvention est accordée

- a) Les bénéficiaires sont des entreprises exerçant leurs activités sur l'ensemble du territoire national.
- b) La subvention est accordée sous la forme d'un avoir fiscal.

Note: En vertu de la Loi n° 112/98, c'est désormais aux régions qu'il incombe d'appliquer le programme.
